

tireur d'horoscope de Berlin croit pouvoir promettre à l'Europe trois ans de répit. Mais ni l'Autriche, ni la Russie, ni l'Allemagne ne discontinuent leurs préparatifs de guerre. Chacun accuse son voisin de projets ambitieux et chacun s'efforce d'être prêt à toute éventualité. En attendant, le prince Ferdinand, à son grand étonnement peut-être, continue à occuper le trône de Bulgarie.

* * *

Le Parlement anglais, après des vacances prolongées à dessein, s'est réuni le 9 de ce mois. Lord Salisbury, dans un grand discours prononcé à Liverpool quelque temps auparavant, semblait supposer que la séance serait orageuse ; mais il fait contre mauvaise fortune bon cœur et prétend ne redouter nul danger pour son gouvernement. Les libéraux unionistes qui se sont ralliés aux conservateurs sur la question de l'Irlande ne sont pourtant pas bien éloignés de retourner à leur parti, et dans ce cas le ministère serait certainement défait. Lord Salisbury déclare que même alors il ne résignerait pas. Ça s'appelle de la bravade ; en Irlande on peut se permettre cette attitude de conquérant, mais devant le Parlement de Londres et la presse du monde civilisé, ce sera une autre affaire.

Dans la pauvre Irlande tout va tristement ; Mgr Persico a quitté l'île pour cause de maladie ; son départ a donné lieu aux rumeurs les plus contradictoires. Le gouvernement anglais applique la loi de coercition avec une sévérité qui touche à la cruauté. Les prisons regorgent de condamnés de haut rang, membres du Parlement et prêtres, dont le seul crime est de vouloir discuter la situation politique en vue d'une solution équitable, et le traitement qu'on leur fait subir semble dicté par le désir de les voir succomber au régime. Dans le cas de M. O'Brien, les médecins ont protesté avec tant d'énergie que les geôliers ont dû se relâcher un peu de leur trop grande rigueur.

* * *

Chez nos voisins tout semble calme, et dans nos rapports avec eux rien n'indique un conflit prochain. Les projets d'union commerciale et de traité de réciprocité se discutent dans les journaux. Quant à la commission des pêcheries qui siège à Washington, il est difficile de deviner ce qui en sortira ou s'il en sortira quoi que ce soit. Sir Chas. Tupper, le délégué du gouvernement d'Ottawa, saura-t-il défendre